

Il est malheureusement vrai que le commerce international des produits agricoles n'est essentiellement pas réglementé. C'est la loi de la jungle.

Tout le monde en souffre. Les fermiers, parce qu'ils peuvent subitement perdre leurs marchés au profit de concurrents subventionnés; les transformateurs, les conditionneurs et les consommateurs, parce que l'offre et le prix des produits agricoles peuvent connaître des fluctuations désordonnées; et les contribuables, parce que nos deux gouvernements n'ont eu d'autre choix que de se lancer eux aussi dans la course aux subventions. C'est une question qui vous intéresse tout particulièrement étant donné l'importance de l'agriculture dans l'économie de votre État. Pour ce qui nous concerne, ce sont les produits agricoles qui constituent votre principal secteur d'exportation.

L'Accord de libre-échange engage nos deux pays à coopérer, pendant les négociations multilatérales, pour obtenir l'élimination des subventions agricoles qui faussent les échanges.

C'est un domaine dans lequel nous pouvons mettre en commun notre pouvoir de négociation pour obtenir certains progrès réels.

En travaillant ensemble, nous pouvons aussi obtenir des progrès dans les négociations multilatérales sur les services et l'investissement.

Cela favoriserait les investissements directs dans les pays industrialisés comme dans les pays moins développés - des investissements qui aideraient tous les pays moins développés à surmonter leurs actuelles difficultés financières.

Étant donné que Miami a d'importantes relations économiques et commerciales avec l'Amérique latine, il convient que je mentionne le développement des relations du Canada avec la région.

Le Canada, pour marquer son engagement, vient d'adhérer à l'OEA. Il était depuis longtemps un membre régional actif de la Banque interaméricaine de développement.

Nous sommes comme vous vivement intéressés par la croissance économique de l'Amérique latine. Nos échanges bilatéraux avec l'Amérique latine dépassent actuellement les 6 milliards \$. Notre part des 73 milliards \$ d'importations des pays latino-américains était de 2,7% ou de 2 milliards \$ en 1988. Une bonne partie de ce commerce prenait la forme d'articles manufacturés ou de produits semi-transformés.

Les pays latino-américains abandonnent les politiques protectionnistes et interventionnistes au profit de stratégies davantage axées sur le marché et sur le secteur privé, ce qui augure bien pour l'avenir économique de la région. Après des années de